



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1997/SR.22
11 avril 1997

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-troisième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 22ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 25 mars 1997, à 10 heures

Président : M. SOMOL (République tchèque)

SOMMAIRE

Déclaration de M. Camilo Reyes Rodriguez, Vice-Ministre des affaires étrangères de la Colombie

Déclaration de M. Pierre-Henri Imbert, Directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe

Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants (suite)

Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques (suite)

Application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.97-11290 (F)

La séance est ouverte à 10 h 10.

DECLARATION DE M. CAMILO REYES RODRIGUEZ, VICE-MINISTRE DES RELATIONS
EXTERIEURES DE LA COLOMBIE

1. M. REYES RODRIGUEZ (Colombie) souligne tout d'abord l'obligation qui incombe à chaque Etat de protéger et de défendre les droits de l'homme les plus fondamentaux, soit le droit à la vie, à l'intégrité et à la liberté, et de satisfaire les besoins élémentaires de ses citoyens en assurant la mise en oeuvre du droit au développement, tant sur le plan interne que dans les relations internationales. Compte tenu des obstacles que la violence et la pauvreté constituent à cet égard, les Etats ont souvent besoin d'aide. Le renforcement de la coopération internationale, dont la réalisation constitue l'un des buts des Nations Unies, revêt donc une importance capitale.

2. Le but premier des Nations Unies est de maintenir la paix et la sécurité internationales, et à cette fin, de prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix. Il y a lieu de noter toutefois que de nos jours, ce ne sont pas uniquement les guerres entre nations qui font peser une menace sur la paix internationale, mais aussi - et de plus en plus fréquemment - les conflits armés internes. La communauté internationale se doit de condamner fermement les acteurs armés non gouvernementaux qui veulent imposer leur idéologie à des peuples et des nations en usant de pratiques barbares, dont le massacre, l'assassinat, l'enlèvement, la torture et l'utilisation de mines antipersonnel sont les exemples les plus spectaculaires. En dépit de la position adoptée en ce sens par la Commission des droits de l'homme, certains persistent à penser qu'aux fins de l'application de tous les mécanismes et procédures spéciales de protection des droits de l'homme, seule doit être prise en considération la responsabilité des Etats en tant que garants de la protection et de la défense de ces droits. Le Gouvernement colombien ne conteste pas cette responsabilité, à laquelle aucun Etat qui se prétend démocratique ne saurait se dérober. Néanmoins, l'absence de condamnation au niveau international des actes commis par des groupes subversifs ou terroristes crée la confusion dans les pays qui connaissent de tels problèmes, où l'on finit par penser que la communauté internationale fait preuve d'une certaine complaisance à l'égard de ces groupes. Il est clair qu'aujourd'hui la condamnation de ces groupes violents est une condition de l'efficacité de la coopération internationale pour libérer l'humanité du fléau que constituent les violations des droits fondamentaux.

3. Le cinquantième anniversaire de la Commission offre l'occasion d'améliorer les mécanismes de coopération existants afin d'aider les Etats à surmonter leurs difficultés dans le domaine des droits de l'homme. A cet égard, on ne peut que se féliciter de la conclusion de l'accord le 29 novembre 1996 entre le Gouvernement colombien et le Haut Commissaire aux droits de l'homme portant création d'un bureau des droits de l'homme à Bogota, qui commencera à fonctionner le 6 avril 1997. Ce bureau aura pour tâche de suivre la situation des droits de l'homme dans le pays, de recevoir les plaintes concernant des atteintes à ces droits, y compris les violations des normes humanitaires applicables dans les conflits armés, et d'aider les autorités nationales à formuler des politiques et à prendre des mesures pour

promouvoir et protéger les droits de l'homme et assurer le respect du droit international humanitaire. Le Haut Commissaire présentera par la suite à la Commission un rapport analytique sur le fonctionnement du bureau et la situation des droits de l'homme en Colombie.

4. Le Gouvernement colombien est déterminé à mettre fin à la violence en Colombie et soutiendra sans réserve le bureau dans son action pour l'aider à surmonter les problèmes avec lesquels il est aux prises dans le domaine des droits de l'homme et qui sont dus en grande partie à l'existence d'un conflit armé interne dans le pays. Il demande à la Commission et à tous les pays qui en sont membres de lui faire confiance et d'appuyer ses efforts pour que la coexistence pacifique entre tous les membres de la nation à laquelle aspirent tous les Colombiens devienne réalité.

DECLARATION DE M. PIERRE-HENRI IMBERT, DIRECTEUR DES DROITS DE L'HOMME AU CONSEIL DE L'EUROPE

5. M. IMBERT (Conseil de l'Europe) dit que les efforts du Conseil de l'Europe pour promouvoir et protéger les droits de l'homme au niveau européen ne se sont jamais relâchés. La première grande victoire remportée dans ce domaine a été l'adoption de la Convention européenne des droits de l'homme : 34 des 40 Etats membres du Conseil de l'Europe y sont aujourd'hui parties et reconnaissent le droit de recours individuel et la compétence obligatoire de la Cour européenne des droits de l'homme.

6. Dans le domaine des droits économiques et sociaux, qui revêtent une importance particulière dans une Europe aux prises avec les problèmes du chômage et de l'exclusion, une nouvelle version entièrement révisée de la Charte sociale européenne de 1961 a été adoptée et ouverte à la signature en 1996. Elle sera complétée par un protocole qui ouvrira aux organisations d'employeurs et de travailleurs ainsi qu'aux ONG la possibilité de présenter des réclamations collectives. En ce qui concerne les droits des minorités, la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, adoptée par le Conseil des ministres en novembre 1994, devrait entrer en vigueur prochainement.

7. Par ailleurs, l'Assemblée parlementaire et le Comité des ministres du Conseil de l'Europe ont décidé de mettre en place un système qui permettra de contrôler que les Etats membres respectent effectivement les engagements pris en ce qui concerne l'exercice des droits fondamentaux et l'application des règles de la démocratie pluraliste et de la primauté du droit.

8. Mais en dépit de toutes ces avancées, les événements tragiques survenus ces dernières années dans l'ex-Yougoslavie, en Tchétchénie et, plus récemment, en Albanie sont venus rappeler à la communauté internationale que le chemin à parcourir est encore long. Des progrès doivent notamment être encore accomplis dans la lutte contre le racisme et l'intolérance et dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

9. Une vaste campagne européenne de lutte contre le racisme, à laquelle les jeunes ont participé activement, a été lancée en 1994 à l'initiative des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe et une commission européenne

contre le racisme et l'intolérance, l'ECRI, a été chargée d'évaluer l'efficacité des mesures prises par les Etats membres dans ce domaine, de formuler des recommandations et d'étudier les instruments juridiques internationaux pertinents en vue, éventuellement, de les renforcer.

10. Quant à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, le Conseil de l'Europe s'emploie à mettre en oeuvre, au plan européen, le Programme d'action adopté par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, en axant notamment ses activités sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes, la protection du droit des femmes au libre choix en matière de procréation, les problèmes spécifiques des femmes migrantes et la participation équilibrée des femmes et des hommes au système démocratique. S'agissant de ce dernier point, le Conseil de l'Europe continue à être vivement préoccupé par la faible représentation des femmes dans les plus hautes instances exécutives des pays européens.

11. Soucieux de protéger les acquis en matière de protection des droits de l'homme, le Conseil de l'Europe a pris fermement position en faveur de l'abolition de la peine de mort et demande à tous ses nouveaux membres de s'engager à appliquer, avec effet immédiat, un moratoire sur les exécutions et de ratifier dans certains délais le Protocole No 6 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort. La proposition italienne sur la question mérite l'appui sans réserve de tous les gouvernements sincèrement attachés à la primauté du droit.

12. Le Conseil de l'Europe est convaincu de la nécessité de sensibiliser tous les secteurs de la société à la question des droits de l'homme, et apprécie vivement les efforts déployés à cet égard par les organes de l'ONU, et en particulier par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, qu'il tient en très haute estime. Dans la mesure où les problèmes ne semblent pas diminuer, il est impératif de partager cette expérience à tous les niveaux de la communauté internationale - gouvernements nationaux et représentants gouvernementaux, secrétariats des organisations intergouvernementales et représentants des organisations non gouvernementales.

MESURES DESTINEES A AMELIORER LA SITUATION ET A FAIRE RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME ET LA DIGNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS (point 11 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1997/65)

DROITS DES PERSONNES APPARTENANT A DES MINORITES NATIONALES OU ETHNIQUES, RELIGIEUSES ET LINGUISTIQUES (point 17 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1997/82 et 83; E/CN.4/Sub.2/1996/2 et 28; A/51/536)

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLERANCE ET DE DISCRIMINATION FONDEES SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION (point 19 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1997/91 et Add.1; E/CN.4/1997/NGO/19; A/51/542/Add.1 et Add.2)

13. M. MUSA (Malaisie) réaffirme l'attachement de son pays à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales consacrés dans sa Constitution et souligne que c'est au gouvernement - comme à tout gouvernement - qu'il appartient d'assurer cette protection. Il lui faut pour cela préserver la stabilité de l'Etat ainsi que sa sécurité et celle de ses ressortissants contre tout élément déstabilisant. La délégation malaisienne

souscrit pleinement à ce qui est dit au paragraphe 99 du rapport du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse (E/CN.4/1997/91) au sujet de certains abus commis par les sectes, que l'Etat ne saurait tolérer. S'agissant des extrémistes religieux en Malaisie, il convient de préciser que les membres de la secte Al-Arqam qui avaient été incarcérés ont été relâchés en 1996.

14. M. Musa constate avec inquiétude que pour l'Occident l'Islam représente un danger. Il s'y développe un sentiment anti-islamique engendré par les préjugés et la peur, qui ne peut que contribuer à déstabiliser la planète. L'Islam est devenu synonyme d'intolérance et de terrorisme, au point que toute action terroriste est instantanément et systématiquement imputée à des musulmans, comme on l'a vu lors de l'attentat à Oklahoma City. Il est scandaleux qu'en l'occurrence il n'ait même pas été présenté d'excuses à la communauté musulmane.

15. La situation devient paradoxale lorsque d'une part, l'Islam est accusé de promouvoir le terrorisme et l'intolérance et que, d'autre part, les droits des minorités musulmanes sont l'objet de violations croissantes dans certaines parties du monde. Or ce sont ces violations qui, engendrant le désarroi et le désespoir, peuvent pousser certains activistes à des actes de terrorisme.

16. On fait fausse route en assimilant l'Islam au terrorisme, à l'extrémisme et à l'intolérance. L'Islam enseigne la paix et la solidarité entre les êtres humains quelle que soit leur race ou leur religion, il condamne le terrorisme, l'extrémisme et l'intolérance, et incarne tous les droits protégés par la Charte internationale des droits de l'homme et par les nombreuses déclarations et conventions des Nations Unies. C'est l'idéal islamique qui a inspiré à l'Organisation de la conférence islamique la Déclaration sur les droits de l'homme en Islam qu'elle a adoptée en 1990.

17. En Malaisie, pays multiracial, multiculturel et multireligieux, la tolérance religieuse est l'un des fondements mêmes de l'unité nationale et l'intolérance religieuse est bannie. La stabilité politique du pays s'en trouve confortée, ce qui permet au Gouvernement de se consacrer au développement économique. Tolérance religieuse, stabilité politique et saine stratégie de développement ont ainsi permis à la Malaisie de connaître une croissance économique de plus de 8 % par an en moyenne depuis 10 ans. La Malaisie est fière de son succès et fière d'être musulmane.

18. M. OAZI (Pakistan) dit que bien que les migrations de toutes sortes soient un phénomène inhérent à l'histoire de l'humanité, les droits des migrants, en particulier les travailleurs, ne comptent guère. Un migrant et sa descendance sont presque partout traités comme des citoyens de seconde zone. Ne bénéficiant pas de mesures d'intégration, ils sont marginalisés et leurs difficultés s'aggravent lorsque s'accroît la xénophobie. Il est donc essentiel de protéger les droits des travailleurs migrants au regard du droit interne de chaque Etat comme au regard du droit international.

19. Cependant, les textes ne suffisent pas. Pour que les migrants soient perçus comme des partenaires du développement économique et culturel et non comme des usurpateurs, il faut faire évoluer les mentalités. Il faut, par l'éducation et l'information, désamorcer la méfiance dont ils sont l'objet et leur permettre, tout en préservant leur identité culturelle, religieuse et sociale, de s'intégrer à la société dans laquelle ils vivent.

20. Le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse a présenté un rapport (E/CN.4/1997/91) qui mérite d'être étudié attentivement et suivi d'effets. La délégation pakistanaise lui fera part ultérieurement de ses commentaires sur plusieurs observations concernant le Jammu-et-Cachemire et le Pakistan qui figurent dans le rapport sur sa visite en Inde (E/CN.4/1997/91/Add.1).

21. Au Pakistan, l'égalité entre musulmans, chrétiens, hindous et autres est un fait. Proclamée lors de la fondation du pays en 1947, cette égalité a été réaffirmée par le Premier Ministre, M. Nawaz Sharif. Elle fait partie des préceptes de l'Islam qui fondent la Constitution. Celle-ci garantit par des dispositions expresses les droits des minorités; en particulier, ses articles 20, 21 et 22 garantissent le droit de professer la religion de son choix et de recevoir une instruction religieuse, sans subir aucune discrimination au regard de l'impôt ou de l'admission à l'enseignement public. Les dispositions de la Constitution garantissant l'égalité d'accès aux postes de la fonction publique et aux services ainsi que la préservation de la culture des divers secteurs de la société ont été concrétisées par des lois et des mécanismes administratifs, par la création du Ministère des affaires des minorités, d'une commission nationale des minorités, d'un conseil consultatif fédéral pour les affaires des minorités, de comités de district pour les minorités et du Comité national pour le peuple kalash.

22. Les minorités bénéficient d'une protection sociale particulière, et des fonds permettent de les aider financièrement dans leur vie quotidienne. Un système de prix culturels nationaux a été institué à leur intention exclusivement, dans les domaines littéraire, des beaux-arts, des arts du spectacle et de l'art populaire. Grâce à ces mesures préférentielles et à un système de concours non discriminatoire, le Pakistan a pu s'assurer dans tous les domaines la collaboration de cadres de valeur issus des minorités.

23. Pour donner suite aux recommandations formulées par le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse à l'issue de sa visite dans le pays en 1995, le Pakistan a notamment, comme il en avait d'ailleurs déjà l'intention auparavant, modifié le système électoral afin que les minorités puissent participer directement aux élections et élire leurs propres représentants.

24. Le représentant du Pakistan met en garde contre le danger de voir la tolérance et le respect du pluralisme servir de prétexte à des intérêts étrangers soucieux d'occuper ou de dominer un pays. Le Pakistan est lui-même victime d'un extrémisme et d'un terrorisme inspirés de l'étranger pour le déstabiliser alors qu'il s'efforce sincèrement de promouvoir le respect des droits de l'homme, l'harmonie religieuse et une société libérale, modérée et tolérante. Le monde démocratique ne peut pas ne pas le soutenir dans ses efforts.

25. M. KRYLOV (Fédération de Russie) souligne la grande complexité du problème des minorités, que la Société des Nations, déjà, n'avait pu résoudre et qui peut aujourd'hui être à l'origine de conflits et de crises menaçant la paix, la sécurité et les relations amicales entre les nations. La communauté internationale tout entière doit s'engager fermement dans la voie de la protection des droits fondamentaux, y compris ceux des personnes appartenant à des minorités, ce en toute équité et objectivité, sans céder à la tentation des "deux poids deux mesures".

26. Il y a en Russie des dizaines de minorités nationales et ethniques. La Constitution de la Fédération de Russie et les chartes des divisions administratives et territoires qui en sont les sujets font obligation à l'Etat de protéger les droits des minorités. C'est pourquoi la Russie s'efforce de permettre à celles-ci de développer leur culture, d'apprendre leur langue maternelle et d'être représentées à l'échelon tant fédéral que local.

27. Par suite de l'effondrement de l'Union soviétique, 25 millions de Russes vivent en dehors de la Russie et la société russe ne saurait rester indifférente à leur sort dans les nouveaux Etats indépendants. Les minorités russes pâtissent de la priorité donnée aux nationaux de ces Etats et des manifestations de nationalisme agressif. L'espace culturel russe s'est réduit et il leur est difficile de recevoir une éducation en russe; certaines organisations qui représentent leurs intérêts sont interdites. Comme l'a souligné le président Boris Eltsine, l'une des principales tâches de la politique étrangère russe sera, comme dans le passé, la protection des droits des populations russes à l'étranger, notamment en Estonie et en Lettonie. Les Russes n'oublieront pas les droits légitimes de leurs compatriotes, même s'ils tiennent à entretenir de bonnes relations avec leurs voisins. Cette position de la Russie procède de la nécessité de protéger les droits de l'homme, du refus de toute forme de discrimination, ainsi que de l'obligation morale et juridique qu'ont les membres du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et non d'aspirations impérialistes.

28. La Russie s'emploie à concilier deux nécessités : protéger les droits des minorités nationales et respecter le principe de l'intégrité territoriale des Etats. L'avènement d'un monde démocratique multipolaire exige l'application consciencieuse de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques. La Commission devrait en faire l'une de ses priorités. C'est en protégeant les droits des minorités que la société apportera la preuve de son attachement au pluralisme, à la primauté du droit et au respect des droits de l'homme.

29. M. GHOSE (Inde) dit qu'à l'occasion des débats sur les points 13, 17 et 19 de l'ordre du jour, il apparaît de plus en plus clairement que la Commission doit trouver les moyens de promouvoir le pluralisme et la tolérance. Il conviendrait à cet égard que les activités du Groupe de travail sur les minorités de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités soient portées à la connaissance des gouvernements, des ONG et des médias pour avoir un retentissement international, et que ce groupe de travail voie son mandat prorogé pour une période de deux ans et reçoive les ressources requises pour le mener à bien.

30. Presque toutes les nations et religions se heurtent au problème de l'extrémisme et de l'intolérance religieux, et à la montée d'un certain intégrisme religieux. Que ces phénomènes aient leur origine dans les pressions exercées sur des sociétés hétérogènes en vue de les uniformiser ou dans un sentiment d'aliénation engendré par les exigences de la vie moderne, ils comportent un risque de dérapage vers la violence, voire le terrorisme. Tous les pays se doivent de trouver des solutions appropriées, dans un cadre

démocratique, en établissant de solides fondements d'égalité et de non-discrimination, en renforçant les lois, en promouvant une culture de tolérance par l'éducation et en faisant appel à la société civile et aux médias.

31. L'Inde, qui connaît ces problèmes, participe activement à l'application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, ainsi qu'aux travaux du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse, M. Amor. Le Gouvernement indien a donc invité le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse, qui a pu rencontrer des personnes représentant tous les niveaux et les secteurs du monde politique et de la société civile. La capacité d'observation de M. Amor et le sérieux qu'il a mis dans son travail lui ont permis d'appréhender certaines des complexités de ce vieux pays de 950 millions d'habitants en pleine évolution sociale et économique. L'Inde est caractérisée par une grande diversité non seulement sur le plan religieux mais sur bien d'autres plans. Cette diversité est préservée par son peuple, profondément attaché au pluralisme et à la tolérance, et par sa Constitution, qui a donné un cadre formel à cet idéal. Certes, le pays est si vaste et complexe qu'il ne peut être absolument à l'abri de toute manifestation d'intolérance mais, comme l'a noté le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse (E/CN.4/1997/91), ce sont là des aberrations que condamnent non seulement les autorités mais le grand public.

32. Le représentant de l'Inde se félicite que le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse ait trouvé la situation satisfaisante, mais il conteste sa thèse selon laquelle la pauvreté ainsi que la structure économique et sociale du pays, c'est-à-dire le système des castes, conduisent à l'intolérance religieuse. Certes, les pauvres sont plus vulnérables à l'exploitation à des fins politiques ou autres mais, s'agissant du système des castes, la législation, assortie de mesures administratives et de programmes d'éducation, interdit qu'il puisse servir de fondement à une discrimination quelconque. Le système lui-même n'a pas été aboli, mais une révolution sociale est en marche : ceux qui étaient autrefois en butte à la discrimination en raison de leur caste commencent à faire entendre leur voix et à transformer un désavantage social en pouvoir politique. De toute façon, il ne faut pas confondre caste - phénomène social - et religion.

33. Comme le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse l'a fait observer, la structure démocratique de l'Inde est exposée à des atteintes en raison de facteurs reposant sur l'"utilisation du religieux pour répondre à un agenda qui est, en réalité, politique". Dans le cas du Jammu-et-Cachemire et du Pendjab, le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse - et l'Inde l'appuie sans réserve - a appelé toutes les parties concernées, officielles et autres, nationales et étrangères, à veiller à ce que des considérations politiques ne portent pas atteinte aux constantes des religions, ceci au détriment des droits religieux des communautés, et, de manière générale, de la tolérance et de la non-discrimination en matière de religion. Dans une démocratie il est difficile d'empêcher l'exploitation du religieux à des fins politiques; contre le fondamentalisme violent, les armes doivent être politiques et idéologiques. L'Inde en est bien consciente et prend toutes les mesures nécessaires pour que les questions politiques ne prennent nulle part une connotation religieuse.

34. L'Inde ne sous-estime pas les difficultés que représente la coexistence d'une extrême pauvreté et d'une extrême prospérité. Elle convient avec le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse que l'éducation, à l'école et dans la famille, est un grand pas vers la tolérance, mais qu'un développement économique accéléré est également nécessaire; c'est pourquoi elle a mis en route une réforme économique.

35. Le Gouvernement indien a pris note des autres recommandations du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse, par exemple réglementer la dépendance financière des mouvements politiques et religieux à l'égard de l'étranger et protéger les écoles de l'endoctrinement politique ou idéologique. Il est également recommandé que le Centre pour les droits de l'homme fournisse à l'Inde des services consultatifs afin de former des enseignants; toute assistance dans ce domaine serait la bienvenue, mais il n'y a aucune commune mesure entre les ressources financières et humaines du Centre et l'ampleur du problème : éliminer l'analphabétisme de plus de 40 % d'une population de 950 millions de personnes.

36. En sa cinquantième année d'indépendance, l'Inde fonde sa confiance dans l'avenir sur le fait que sa démocratie repose sur une tradition séculaire de tolérance et que sa lutte contre le colonialisme visait à libérer le peuple entier et non tel ou tel groupe. Son attachement à "l'unité dans la diversité" constitue une base viable pour l'organisation démocratique d'une société multireligieuse et multilingue. Elle est convaincue que la communauté internationale a encore beaucoup à faire pour promouvoir la tolérance et le pluralisme, et conjure une nouvelle fois le Centre pour les droits de l'homme de ne pas s'en tenir aux études demandées par la Commission et la Sous-Commission, mais aussi d'organiser des ateliers et des séminaires, de mobiliser les médias et les ONG, d'encourager l'échange de données d'expérience et d'aider les pays par le biais de sa coopération technique. L'action du Centre doit être à la mesure de la menace que représentent l'extrémisme, l'exclusivisme et l'intolérance ainsi que les conflits et la violence qu'ils peuvent engendrer.

37. Mme KUPCHYNA (Bélarus) déclare que son pays met tout en oeuvre pour appliquer la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques. S'agissant de la situation des minorités au Bélarus, elle souligne l'harmonie qui règne entre les groupes ethniques et confessionnels de la société.

38. Sur le plan législatif, la période de transition vers la démocratie et l'économie de marché se caractérise par la reconnaissance du fait que la protection des droits de l'homme constitue un élément essentiel du maintien de la paix et de la stabilité. Les dispositions de la Constitution qui garantissent les droits des personnes appartenant à des minorités ont été précisées dans une série de lois (sur les minorités nationales, sur l'éducation, sur les langues, sur les droits de l'enfant, etc.). Par ailleurs, le Bélarus envisage d'adhérer à la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe. Le 24 octobre 1994, il a signé la Convention de la CEI sur la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales.

39. De janvier 1995 à janvier 1997, un conseil de coordination chargé des questions intéressant les minorités nationales auprès du Conseil des ministres de la République du Bélarus a coordonné les activités des organes de l'Etat et des organisations sociales dans le domaine des relations entre les nationalités. Le Décret présidentiel du 11 janvier 1997 a créé le Comité d'Etat pour les affaires touchant la religion et la nationalité, qui est chargé d'analyser et de promouvoir la culture, les intérêts et les besoins des minorités nationales. On compte actuellement des dizaines d'associations culturelles de personnes de diverses nationalités résidant dans le pays (Russes, Polonais, Ukrainiens, Lituanais, Juifs, Allemands, Coréens, Azerbaïdjanais, Tatars et Moldaves).

40. Beaucoup de pays sont en proie à des conflits d'origine ethnique ou religieuse. Il y a sur le territoire du Bélarus environ 100 000 migrants clandestins, dont la plupart cherchent à obtenir le statut de réfugié en faisant valoir qu'ils ont de sérieuses raisons de croire qu'ils seraient soumis à des persécutions fondées sur la race, la religion, la citoyenneté ou la nationalité s'ils retournaient dans leur pays. Les autorités bélarussiennes sont convaincues que si tous les pays appliquaient la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, beaucoup de problèmes de réfugiés seraient évités.

41. Le Gouvernement bélarussien salue les activités du Groupe de travail sur les minorités. Il appuie tout particulièrement la recommandation faite au paragraphe 206 du rapport du Groupe de travail concernant sa deuxième session (E/CN.4/Sub.2/1996/28) concernant la collecte d'informations et l'élaboration de courtes études sur le contenu et l'étendue des principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration. En effet, à l'avenir le Groupe de travail devrait concentrer ses efforts sur l'application pratique des dispositions de la Déclaration.

42. Passant à la question de l'application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, Mme Kupchyna indique que le Bélarus connaît aujourd'hui un renouveau religieux extraordinairement rapide. L'Eglise renforce sa présence; de 1986 à 1996, le nombre des communautés religieuses est passé de 842 à 2 016. En outre des missionnaires de diverses confessions, en particulier catholiques, juifs et musulmans, venus de l'étranger créent des centres religieux. Sur la base de la Constitution et des principes du droit international, le Gouvernement bélarussien prend les mesures voulues pour protéger l'honneur, la santé, les droits et les intérêts légitimes de ses citoyens, et pour éviter toute manifestation de haine ou de violence fondée sur la religion. En effet, certains missionnaires étrangers sont les porte-parole de sectes. Par une ordonnance du 17 janvier 1995, le Parlement a autorisé le Gouvernement à réglementer l'activité des membres de communautés religieuses étrangères sur le territoire du pays. Cette disposition vise bien sûr les organisations religieuses qui prêchent la haine, la violence et la contestation des devoirs civiques ou encouragent le suicide.

43. La Constitution garantit l'égalité des religions devant la loi. L'Etat ne soutient pas financièrement une seule organisation religieuse. Le cas échéant, il restitue à l'Eglise des biens qui lui appartenaient et restaure des bâtiments du patrimoine religieux qui ont une valeur culturelle et historique.

44. M. WANG Zuoan (Chine) note que, 15 ans après avoir été adoptée par l'Assemblée générale, la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction occupe une place importante dans les travaux de la Commission. Il voudrait pour sa part dire quelques mots de la politique religieuse de la Chine et de la situation de la religion dans ce pays.

45. Il y a en Chine plus de 100 millions d'adeptes de diverses religions (bouddhisme, taoïsme, islam ou religions chrétiennes). Depuis la création de la République populaire de Chine, le Gouvernement chinois protège la liberté religieuse et les droits des croyants. Il a toujours prôné le respect mutuel, l'égalité et la tolérance entre croyants et non-croyants. Aucune discrimination fondée sur cette différence n'est admise. La liberté de conviction religieuse est inscrite dans la Constitution et les communautés religieuses peuvent librement pratiquer leur culte dans la mesure où elles ne s'ingèrent pas dans les affaires administratives et judiciaires du pays. Des représentants des milieux religieux sont élus aux assemblées populaires et participent aux débats sur les affaires nationales et locales. Le Gouvernement consulte les autorités religieuses lors de la préparation de la législation relative aux affaires religieuses.

46. Le Gouvernement chinois attache une grande importance au respect et à la protection de la liberté religieuse par les voies législatives. En janvier 1994, il a promulgué deux textes importants sur les affaires religieuses : le Règlement administratif sur les lieux abritant des activités religieuses et les Règles administratives relatives aux activités religieuses des étrangers sur le territoire de la République populaire de Chine.

47. Dans la mesure où ils se conforment à la loi, les groupes religieux peuvent organiser en toute indépendance leurs activités et leur enseignement religieux, publier des revues, diffuser des ouvrages religieux et mettre en place des écoles religieuses pour former de jeunes théologiens. Elles peuvent également procéder à des échanges avec des groupes et des personnels religieux étrangers, participer à des conférences internationales et organiser des pèlerinages. On compte en Chine quelque 2 000 communautés religieuses, 200 000 enseignants de différentes religions, 48 écoles et institutions religieuses, et plus de 70 000 lieux de culte. Cela étant, les citoyens ont, comme dans tout état de droit, des obligations, celle notamment de s'abstenir de porter atteinte à la sécurité publique et à l'ordre social.

48. Il importe que les pays, riches de leur diversité, entretiennent entre eux des échanges pour lutter contre les préjugés. La Chine est prête, en protégeant la liberté de religion, à contribuer à la paix du monde, à la justice sociale et aux relations amicales entre les peuples de tous les pays.

49. Mme GABR (Egypte) déclare que l'idée fondamentale qui sous-tend les questions à l'examen est celle de l'acceptation de l'Autre, que l'Autre soit un travailleur migrant ou un membre d'une autre communauté religieuse ou linguistique. Les participants à la Table ronde organisée le 21 mars par l'ONU à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale ont appelé la communauté internationale à lutter contre le racisme à l'égard des immigrants et à adhérer à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres

de leur famille. A ce jour, une dizaine de pays seulement, dont l'Egypte, ont adhéré à cette convention. On constate à ce propos que nombre de pays prompts à imposer des modèles aux autres sont réticents à s'engager pour défendre les droits fondamentaux des travailleurs migrants. L'adhésion des pays d'accueil à cette convention marquerait un tournant sur le plan social et politique, et le début du recul du racisme sous toutes ses formes. Les autorités égyptiennes approuvent la proposition de constituer un groupe d'experts gouvernementaux chargés d'étudier les obstacles qui empêchent les travailleurs migrants de jouir pleinement de leurs droits.

50. La Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion et la conviction est aussi un instrument essentiel. Convaincu de l'importance de la tolérance, le Gouvernement égyptien a toujours coopéré avec le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse. Il se félicite de l'excellent rapport que ce dernier a soumis (E/CN.4/1997/91) et de ce qui y est dit sur la situation en Egypte. Les actes terroristes isolés récemment commis dans le pays ont été énergiquement condamnés par les autorités politiques et religieuses. L'extrémisme, et en particulier l'extrémisme religieux, est un fléau qui menace toutes les sociétés. Les Etats doivent tout faire pour éviter que la religion ne soit exploitée à des fins politiques.

51. Dans cette perspective, l'on ne saurait trop insister sur le rôle de l'éducation dans la formation d'une culture de la tolérance. Le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse a d'ailleurs consacré une partie de son rapport à l'élaboration d'une culture de la tolérance. Les autorités égyptiennes ont mis en place un enseignement simplifié des droits de l'homme à l'usage des enfants. Elles coopèrent avec l'UNESCO pour assurer la diffusion de livres d'enfants porteurs de l'esprit de tolérance. Savoir accepter l'Autre sera un paramètre fondamental dans l'évolution des sociétés de demain, qui déterminera leur capacité à assimiler des idées nouvelles et à intégrer des personnes d'autres cultures. Tous les Etats et organisations internationales doivent coopérer à cette fin; ces efforts pourraient être couronnés par une conférence internationale contre le racisme qui se tiendrait avant la fin du siècle.

52. M. CHOWDHURY (Bangladesh) déclare que la détérioration des attitudes envers les travailleurs migrants et les étrangers en général a plusieurs causes. Elle est due en partie à l'insuffisance de la protection des droits des travailleurs migrants, en particulier des travailleurs clandestins, et aux déclarations xénophobes de personnes irresponsables. Alors que les déplacements de population sont toujours plus nombreux et plus complexes dans le monde, les migrants sont pris comme boucs émissaires pour tous les maux que connaissent les sociétés d'accueil. Dans ce contexte, les Etats d'accueil réagissent le plus souvent en adoptant des mesures défensives et restrictives. Dans la population, les migrants sont souvent pris à partie, individuellement et collectivement. Il est donc urgent que la communauté internationale protège leurs droits.

53. En février 1996, l'Organisation internationale pour les migrations a organisé une table ronde sur le respect effectif des droits et de la dignité des migrants; elle a constaté qu'il n'y avait ni instrument international largement ratifié sur la question, ni organisme de suivi de l'application des normes en la matière, ni organisme intergouvernemental international chargé de

promouvoir la protection des droits de l'homme fondamentaux à l'égard des migrants, ni un large mouvement de soutien des organisations non gouvernementales. Elle a aussi noté que de nombreux Etats membres étaient très réticents à souscrire aux normes sur les droits des migrants. Malheureusement cette réunion ne semble pas avoir été couverte par les médias. Le Programme d'action adopté par la Conférence internationale sur la population et le développement contient des éléments intéressants sur la question des travailleurs migrants.

54. La question des migrations doit être envisagée dans l'optique du respect des droits fondamentaux de l'homme, mais aussi des problèmes de l'emploi et des conditions de travail. Compte tenu de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie, il importe de prendre en considération, au même titre que les mouvements de capitaux, de biens et de services, les mouvements de personnes dans le contexte de la production. En ne reconnaissant pas la valeur de cet élément, on a permis au trafic de travailleurs clandestins de prospérer et à certaines mesures scandaleuses de voir le jour. La mondialisation est sans nul doute un objectif louable; cependant elle doit permettre non seulement l'ouverture des marchés, mais aussi celle des mentalités et des coeurs.

55. Il ne faut pas avoir peur des migrations. L'histoire témoigne du fait qu'elles sont un facteur d'enrichissement intellectuel, spirituel et matériel. Le Bangladesh demande que la communauté internationale engage une réflexion approfondie sur la question des migrations, y compris les droits des migrants. Tous les Etats doivent reconnaître aux migrants un ensemble minimum de droits fondamentaux. La Commission peut certainement jouer un rôle actif dans ce domaine.

56. M. LILLO (Chili) note avec préoccupation qu'un nombre croissant de travailleurs migrants sont en butte à l'intolérance, à la discrimination, à la xénophobie et au racisme, et se trouvent de plus en plus marginalisés sur le plan social. Ils sont traités en citoyens de seconde zone et travaillent souvent dans des conditions d'exploitation, dont certaines sont assimilables à des formes d'esclavage. En matière d'emploi, ils font l'objet d'une discrimination à la fois en ce qui concerne la nature du travail et le niveau de rémunération. Il est regrettable que les migrations soient considérées comme un phénomène négatif et que les travailleurs migrants soient davantage considérés comme une charge pour la société que comme une richesse pour le pays d'accueil.

57. Certes, beaucoup de travailleurs migrants ont quitté leur pays en quête d'une situation meilleure, mais les migrations ne sont pas seulement une réaction à des situations humaines difficiles, elles se situent également dans le contexte de la mondialisation. Dans un monde de plus en plus interdépendant, il est paradoxal que se renforcent les pratiques de discrimination et d'exclusion. L'application de politiques et de lois de plus en plus restrictives est source d'inquiétude car ces mesures contribuent au développement d'attitudes et de comportements xénophobes et racistes. Le problème des travailleurs migrants et de leur famille tel qu'il se pose aujourd'hui n'est pas seulement une composante de l'affrontement "Nord-Sud"; c'est un phénomène beaucoup plus complexe, qui se pose même entre pays en développement.

58. Etant donné l'ampleur du phénomène, la délégation chilienne appuie la suggestion de la délégation mexicaine de créer, dans le cadre de la Commission, un groupe de travail chargé d'étudier les problèmes qui se posent selon des critères universels, de déterminer les principaux obstacles qui empêchent les travailleurs migrants d'exercer pleinement leurs droits fondamentaux et sur la base de ses conclusions, de proposer des solutions. Le Parlement chilien est saisi de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et le Gouvernement espère que la procédure de ratification de cet important instrument aboutira rapidement.

59. M. GOONETILLEKE (Sri Lanka) fait observer que la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques non seulement énonce les droits des minorités, dont la réalisation incombe au premier chef aux Etats, mais rappelle certains principes figurant dans plusieurs autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment à l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui interdit expressément l'incitation à la haine nationale, raciale ou religieuse. Cela signifie clairement que les minorités ont certes des droits mais aussi certaines obligations à l'égard de la société dans son ensemble. Elles ne sauraient donc, pour faire valoir ces droits, commettre des actes de terrorisme et de violence contre d'autres communautés. Il est d'ailleurs dit sans ambiguïté à l'article 8, paragraphe 4 de la Déclaration "qu'aucune de ses dispositions ne peut être interprétée comme autorisant une quelconque activité contraire aux buts et principes des Nations Unies, y compris à l'égalité souveraine, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique des Etats".

60. Le représentant de Sri Lanka rappelle à cet égard que dans sa résolution 1996/19 intitulée "La tolérance et le pluralisme en tant qu'éléments indivisibles de la promotion et de la protection des droits de l'homme", la Commission a condamné sans équivoque tous les actes et activités d'un caractère violent qui portent atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, à la démocratie, à la tolérance et au pluralisme. Or de nombreux groupes non gouvernementaux ont aujourd'hui recours à la violence sous prétexte d'exercer leurs droits de minorités ethniques, religieuses et linguistiques. Ils font souvent preuve d'intolérance et sont en fait opposés au pluralisme. Il importe donc que la Commission s'attache à promouvoir les valeurs de la démocratie, du pluralisme et de la tolérance. Elle devrait se méfier des groupes qui défendent en apparence les droits des minorités et demandent réparation pour violation de ces droits mais sont en réalité des agents d'organisations qui cherchent à porter atteinte à l'intégrité d'Etats souverains et à déstabiliser des sociétés multiculturelles pour exercer une domination fondée sur l'appartenance ethnique ou religieuse.

61. Le rapport du Groupe de travail sur les minorités concernant sa deuxième session (E/CN.4/Sub.2/1996/28) contient un grand nombre d'éléments importants qui devraient retenir l'attention de la Commission. S'agissant de la définition des minorités, la délégation sri-lankaise note en particulier qu'il est dit au paragraphe 132 que, compte tenu de l'arrangement auquel était parvenu le Groupe de travail chargé d'élaborer la Déclaration, le droit des peuples à l'autodétermination ne s'étendait pas aux minorités, et au paragraphe 161, qu'à cet égard l'observateur de la Finlande a évoqué le risque

que des droits trop importants soient reconnus à telle ou telle minorité, ce qui pouvait conduire à une discrimination. Une autre question importante mériterait d'être approfondie, celle des contacts et des liens établis entre minorités par-delà les frontières et des incidences de ces liens sur la pleine jouissance des droits ethniques ou linguistiques non seulement des minorités mais aussi des groupes apparemment majoritaires qui souffrent d'un complexe de minorité.

62. Par ailleurs le Groupe de travail a recommandé (par. 209) que davantage d'informations plus substantielles soient communiquées sur les dispositifs nationaux de recours et de conciliation existants, en particulier sur la façon dont ils ont été créés et dont ils fonctionnent. A cet égard, Sri Lanka a décidé en août 1996 de ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ce qui permettra à tous les citoyens sri-lankais qui s'estiment victimes d'une violation de leurs droits, y compris en tant que minorités ou groupes religieux, de s'adresser en dernier recours à une instance internationale de règlement. D'autre part, il a été créé un poste de commissaire parlementaire pour l'administration (ombudsman), dont le titulaire est chargé d'enquêter sur toutes les plaintes ou allégations formulées par des citoyens, y compris les membres des minorités, pour violation de leurs droits fondamentaux commise par des agents de l'Etat ou d'autres représentants d'institutions publiques. Il convient de noter également que la Commission sri-lankaise des droits de l'homme a été officiellement installée le 17 mars et que sa composition est conforme à la loi qui l'a créée et qui stipule que des membres des différents groupes constituant la société sri-lankaise doivent être représentés en son sein. Ces mesures sont récentes, mais la Constitution sri-lankaise garantit de toute façon les droits fondamentaux de toutes les minorités de Sri Lanka, notamment le droit de faire usage de leur propre langue, de pratiquer librement leur religion et d'appliquer leurs propres lois concernant le mariage et la transmission du patrimoine ainsi que de suivre leurs coutumes. Le Gouvernement sri-lankais exprime l'espoir que les dispositions constitutionnelles en vigueur et celles qui sont envisagées dans les projets d'amendements à la Constitution ainsi que les mesures prises récemment permettront à toutes les minorités de Sri Lanka de jouir pleinement de tous leurs droits.

63. M. GHANAVI (Observateur de l'Iran), s'exprimant au titre du point 19, note que la tendance à l'intolérance religieuse ne fait que s'accroître. Un exemple frappant en est donné par l'islamophobie de certains pays occidentaux. L'Islam et les musulmans sont devenus la cible principale de certains intellectuels occidentaux qui essaient désespérément de raviver des animosités datant de l'époque des croisades. Sur le plan pratique, les musulmans, souvent qualifiés de fondamentalistes, font l'objet de restrictions politiques et religieuses inacceptables. Politiquement, ils sont perçus comme une menace, ce qui permet de justifier la violence contre eux et leurs biens. Quoique leur droit de professer ou de pratiquer leur religion soit reconnu, ils sont souvent privés d'autres droits, comme le droit à l'éducation. Les médias occidentaux contribuent à renforcer l'hostilité à l'égard des musulmans en dramatisant tous les incidents qui se produisent afin d'attirer davantage de lecteurs ou d'auditeurs. La situation des minorités musulmanes en Occident est d'autant plus préoccupante que celles-ci ne disposent d'aucun mécanisme de protection de leurs droits comme il en existe pour réprimer l'antisémitisme. Curieusement, il semble que les nombreux instruments internationaux pour la

protection des minorités ne puissent pas être appliqués aux minorités musulmanes en Occident en raison des préjugés tenaces dont les musulmans font l'objet.

64. Ayant lu avec intérêt le rapport du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse (E/CN.4/1997/91), la délégation iranienne estime que ses conclusions et recommandations dénotent une approche fragmentaire de la question de la liberté de religion et de l'intolérance religieuse. Le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse semble considérer la religion comme la principale source de l'intolérance; ce faisant, il risque de fournir un argument théorique à l'appui du phénomène de l'intolérance à l'égard des convictions religieuses. La délégation iranienne espère donc que, dans son prochain rapport à la Commission, le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse étudiera ce phénomène de façon détaillée.

65. M. EGÜZ (Observateur de la Turquie) dit que les problèmes auxquels se heurtent les travailleurs migrants sont extrêmement préoccupants car des millions de personnes se trouvent dépourvues de toute protection juridique. Aujourd'hui, 3 millions de citoyens turcs vivent en dehors de leur pays; 80 % choisissent en définitive de rester dans leur pays d'accueil et de s'intégrer à la société dans laquelle ils vivent.

66. Comme le représentant de l'OIT l'a indiqué dans sa déclaration au titre du point 13, la discrimination à l'encontre des travailleurs migrants est généralisée, en particulier sur les lieux de travail, ce qui entrave leur accès au marché du travail et leur intégration sociale; il est donc indispensable de prendre des mesures pour interdire ce type de discrimination car la marginalisation et l'exclusion des travailleurs migrants ne peuvent que renforcer le sentiment xénophobe parmi la population des pays d'accueil et entraîner une sous-utilisation des ressources humaines disponibles.

67. La délégation turque est d'avis que le fond du problème réside dans le statut des travailleurs migrants, qui sont toujours considérés dans les pays où ils résident comme de simples "étrangers". Pour le résoudre, ces pays devraient appliquer des politiques non pas d'assimilation mais d'intégration, ce qui signifie qu'ils devraient permettre aux travailleurs migrants de participer à la vie politique, sociale et culturelle du pays, et donc leur accorder le droit de voter et d'être élu lors des élections locales. Ils devraient aussi faciliter l'obtention de la double citoyenneté, comme la Turquie l'a fait en 1981 en modifiant ses lois sur la nationalité. Malheureusement, un grand nombre de pays d'accueil adoptent des mesures qui vont dans le sens opposé. Par exemple, en Allemagne, le Gouvernement a adopté, le 15 janvier 1997, une nouvelle loi en vertu de laquelle les enfants de moins de 16 ans dont les parents sont turcs et résident en Allemagne doivent obtenir un visa ou un permis de résidence spécial. Cette loi, qui concernera environ 800 000 enfants qui sont nés en Allemagne et y ont vécu presque toute leur vie, ne facilitera guère l'intégration des travailleurs migrants turcs dans la société allemande.

68. Les travailleurs migrants sont en outre les victimes toutes désignées du racisme et de la xénophobie, qui sont en recrudescence actuellement en Europe occidentale et qui sont souvent le fruit de la discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique. Plus les travailleurs migrants seront

exclus de la vie des sociétés, plus ils seront victimes de ces phénomènes. Il faut donc que la communauté internationale mobilise toutes ses forces pour remédier à ces problèmes complexes et promouvoir véritablement la démocratie, les droits de l'homme et le pluralisme.

69. M. NÁRAY (Observateur de la Hongrie), prenant la parole au titre du point 17, dit que les conflits tragiques qui se sont déroulés récemment en Europe et dans d'autres continents montrent que les violations des droits des minorités peuvent entraîner la déstabilisation de régions entières et font peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales. Heureusement, un certain nombre de sociétés pluralistes et authentiquement démocratiques, reconnaissant que le respect des droits des minorités est une condition nécessaire au fonctionnement normal d'un Etat, non seulement respectent effectivement ces droits mais créent des conditions appropriées pour permettre aux minorités d'exprimer, de préserver et de développer leur identité. Il est clair que dans une société véritablement démocratique, l'Etat doit oeuvrer au profit de tous les citoyens, quelle que soit leur origine, et qu'en favorisant l'esprit de dialogue et de tolérance, il sert les intérêts du pays tout entier.

70. Le Gouvernement hongrois est convaincu que l'existence de minorités dans un pays, pour autant que les droits de ces minorités soient respectés, constitue un atout économique, social et culturel important pour l'ensemble du pays et ne représente pas une menace pour l'intégrité de l'Etat. C'est dans cet esprit que la Hongrie a conclu récemment avec la Slovaquie et la Roumanie des traités qui contiennent des clauses relatives à la promotion et à la protection des droits des minorités; ces dispositions sont déjà appliquées en ce qui concerne la Roumanie et devraient l'être bientôt dans le cas de la Slovaquie.

71. Au niveau international, l'adoption par l'Assemblée générale en 1992 de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, qui établit des normes minimales de protection des droits des minorités, a été un premier signe de l'importance accrue accordée par les instances régionales et internationales aux questions touchant les minorités. Un deuxième pas important a été fait lorsque la Sous-Commission a créé, en 1995, le Groupe de travail sur les minorités. La délégation hongroise se félicite tout particulièrement que des représentants des minorités aient pu participer aux deux sessions du Groupe de travail pour y exprimer leur point de vue, donnant ainsi plus de crédibilité à ses travaux. Elle note avec plaisir qu'à sa deuxième session le Groupe de travail a concentré ses efforts sur la recherche de solutions concrètes aux problèmes des minorités au lieu de se livrer à des débats théoriques stériles. Elle appuie sans réserve l'idée de recueillir des informations sur la constitution et la législation des Etats, ainsi que sur leur application, et encourage le Groupe de travail à suivre les recommandations de M. Eide, c'est-à-dire à étudier les moyens de mettre en place des mécanismes de suivi nationaux, régionaux et internationaux et de les renforcer. Tout en reconnaissant l'importance et l'utilité du Groupe de travail, le Gouvernement hongrois reste convaincu que la Commission devrait, au titre de ses procédures thématiques, nommer un expert ou un représentant qui serait chargé d'étudier à fond la question des minorités.

72. Les activités de la Commission en matière de protection des droits des minorités peuvent et doivent être complétées par celles d'organes conventionnels comme le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et d'autres mécanismes de la Commission chargés d'études thématiques et par pays. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme a aussi un rôle irremplaçable à jouer dans la détection rapide des atteintes aux droits des minorités pour éviter que des situations provoquées par une protection insuffisante de ces droits ne dégénèrent en conflit plus grave. Enfin, tous les organismes des Nations Unies devraient consacrer plus d'attention à la question complexe des minorités nationales et ethniques. Le Gouvernement hongrois est prêt à coopérer à la recherche de solutions.

73. M. VIGNY (Observateur de la Suisse) note tout d'abord avec satisfaction que la deuxième session du Groupe de travail sur les minorités a été suivie par un grand nombre de participants venus d'horizons très divers. Le Groupe de travail constitue un lieu informel et privilégié d'échange d'informations sur la situation des minorités et de concertation entre les spécialistes de la question en vue de rechercher des solutions aux différends qui opposent les Etats et les minorités.

74. Le Groupe de travail a adopté plusieurs recommandations essentielles dont l'une vise à déterminer l'objet, le contenu et la portée des articles 2, 3 et 4 de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, ce qui devrait permettre par la suite de mettre en place des mécanismes de suivi de l'application de cet instrument par les Etats. La délégation suisse se félicite de l'organisation prochaine d'un séminaire sur l'éducation interculturelle, qui devrait permettre de mieux cerner les éléments clefs de l'intégration culturelle - par opposition à l'assimilation culturelle - et d'identifier des mesures positives de mise en oeuvre dans ce domaine. Il serait souhaitable à cet égard que d'autres donateurs contribuent au financement de ce séminaire, qui n'est pas encore assuré.

75. L'application des recommandations formulées par le Groupe de travail exige une collaboration étroite entre le Groupe de travail et les mécanismes thématiques de la Commission, ainsi que les organes de suivi des traités, les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations régionales. Il faudrait également, dans le cadre de la mise en oeuvre du programme sur la protection des personnes appartenant à des minorités, renforcer les activités de prévention et intervenir rapidement face aux situations impliquant des minorités qui appellent une action urgente. Les Etats devraient fournir aux organes de suivi des traités des informations précises, de nature juridique et factuelle, sur la protection et la promotion des droits des personnes appartenant à des minorités, au titre des articles pertinents des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, de l'article 2 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et des articles 29 et 30 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

76. La délégation suisse exprime l'espoir que le Groupe de travail sur les minorités verra son mandat renouvelé en temps utile pour qu'il puisse se réunir à nouveau dans les meilleures conditions possibles en 1998 et, par la suite, une fois par an, au moins en 1999 et en l'an 2000.

77. M. MOUSSAEV (Observateur de l'Azerbaïdjan) dit que le souci légitime de protéger les droits des minorités ne doit pas conduire à tolérer les manifestations agressives du nationalisme, du séparatisme et de l'extrémisme religieux et politique, qui peuvent aller jusqu'au terrorisme. Il n'est pas admissible qu'au nom de leur droit à l'autodétermination, certains groupes ethniques privent de ce même droit la population majoritaire d'un pays, ainsi que les autres groupes ethniques. Faire droit à toutes les revendications séparatistes n'est certainement pas le meilleur moyen de renforcer la paix et la sécurité dans le monde. Pour atténuer les tensions ethniques, il vaut mieux mettre en place des systèmes politiques véritablement démocratiques, dans lesquels tous les citoyens, y compris ceux qui appartiennent à des minorités, ont la possibilité d'être dûment représentés, et veiller au respect des règles fondamentales de la coexistence pacifique énoncées dans la Charte des Nations Unies.

78. A cet égard, il faut rappeler que l'article 8, paragraphe 4, de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques prévoit qu'aucune des dispositions de ladite Déclaration ne peut être interprétée comme autorisant une quelconque activité contraire aux buts et principes des Nations Unies, y compris à l'égalité souveraine, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique des Etats. Cela signifie que les membres des minorités doivent reconnaître et respecter leurs devoirs envers le reste de la société, et s'abstenir par exemple de faire de la propagande ou de lancer des appels à la violence.

79. L'Azerbaïdjan estime que les situations impliquant des minorités doivent être autant que possible réglées de manière pacifique et constructive en donnant aux minorités la possibilité d'exercer leurs droits dans les domaines éducatif, linguistique et culturel, et en leur accordant éventuellement une certaine marge d'autonomie au sein de l'Etat. A cet égard, il a accueilli avec une vive satisfaction la déclaration faite par le Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe lors du dernier sommet de l'OSCE à Lisbonne, concernant le règlement du conflit qui sévit dans la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh et dans les alentours. On y trouvait réaffirmés les trois grands principes définis par le Groupe de Minsk, et appuyés par tous les Etats membres de l'OSCE à l'exception de l'Arménie, à savoir : respect de l'intégrité territoriale de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, octroi, au sein de l'Azerbaïdjan, de la plus grande autonomie à la région du Haut-Karabakh et nécessité de garantir la sécurité de cette région et de l'ensemble de sa population, en veillant notamment à ce que toutes les parties respectent les dispositions de l'accord de règlement. Les activités de l'OSCE visant à parvenir à un règlement pacifique du conflit ont été appuyées sans réserve par l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session (résolution 51/57). L'Azerbaïdjan considère que la décision adoptée au Sommet de Lisbonne constitue une importante contribution à un règlement pacifique du conflit, sur la base du respect de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales de chacun, y compris les membres des minorités ethniques.

80. M. DOUVOS (Observateur de la Grèce) dit que son pays est profondément respectueux de la liberté religieuse sous toutes ses formes et qu'en particulier le droit à la liberté de culte est inscrit dans sa Constitution.

La Grèce coparraine la résolution adoptée chaque année par l'Assemblée générale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse et devrait ratifier prochainement le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont l'article 18 porte sur la liberté de conscience et de religion.

81. Aussi la délégation grecque souhaite-t-elle faire porter plus spécialement son intervention sur les observations formulées par le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse à la suite de sa visite en Grèce, en juin 1996 (A/51/542/Add.1 et E/CN.4/1997/91, par. 46 à 51).

82. La notion de "religion connue" qui figure à l'article 13 de la Constitution grecque n'est pas, comme le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse semble le croire, une manifestation d'intolérance religieuse mais une façon d'établir une distinction entre les croyances religieuses qui s'expriment au grand jour et les dogmes ou sectes dont le culte est clandestin et qui peuvent s'avérer dangereux. L'article 18 du Pacte prévoit d'ailleurs la possibilité de restreindre la liberté de religion si cela est nécessaire pour protéger l'ordre public. Quant au fait que l'Eglise orthodoxe est reconnue comme "religion dominante", il n'y a pas là non plus matière à s'offusquer puisque le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse reconnaît lui-même que "la religion d'Etat n'est pas contraire en soi aux instruments internationaux". L'article 3 de la Constitution ne fait que refléter sur ce point une réalité objective à savoir que la religion orthodoxe est celle de la majorité écrasante de la population.

83. Le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse s'inquiète particulièrement de la législation relative au prosélytisme. Or celle-ci sanctionne en fait le prosélytisme par des moyens frauduleux et, comme la Cour européenne des droits de l'homme l'a reconnu, vise à protéger les religions contre les ingérences de mauvaise foi et non à restreindre la liberté d'enseignement religieux.

84. Pour ce qui est de la législation relative aux lieux de culte, il faut savoir que les permis de construction auxquels le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse fait allusion ne sont pas délivrés de manière discrétionnaire par l'administration : celle-ci se contente de vérifier que les conditions prévues par la loi sont remplies en l'espèce. Le Gouvernement grec fera tout son possible pour remédier à la lenteur des procédures administratives sur laquelle le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse a attiré son attention.

85. Au sujet de la situation des communautés religieuses, l'Observateur de la Grèce note que la conclusion générale du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse selon laquelle "les minorités catholique, protestante et les Témoins de Jéhovah subissent, avec une intensité inégale, un climat général d'intolérance" semble être démentie par plusieurs constatations positives touchant, par exemple, la liberté des publications religieuses et des cultes catholique et protestant. Les membres des communautés catholique, protestante et juive ainsi que les Témoins de Jéhovah ont en Grèce les mêmes droits et les mêmes obligations devant la loi que les autres citoyens grecs et sont parfaitement libres de célébrer leur culte à condition de ne pas troubler l'ordre public.

86. Quant à la minorité musulmane de Thrace, la délégation grecque se félicite de la recommandation du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse, selon laquelle les parties intéressées doivent se conformer à leurs engagements internationaux découlant du Traité de Lausanne.

87. M. HASSAN (Observateur du Soudan) dit qu'il a lu avec intérêt le rapport du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse (E/CN.4/1997/91) et en particulier les paragraphes 52 à 55 se rapportant au Soudan.

88. Le Soudan est un pays très vaste où se mêlent un grand nombre de cultures et de groupes ethniques. Musulmans, chrétiens et animistes y coexistent dans un climat de tolérance totale, favorisé par un système fédéral qui permet aux 26 Etats soudanais de jouir d'une certaine autonomie et de choisir leurs options de développement. Toutes les régions et tous les groupes se sentent toutefois membres d'une même nation et reconnaissent la nécessité de partager l'autorité et de respecter les règles communes pour assurer le bien-être de tous. Si l'arabe est la langue officielle, l'anglais est aussi répandu, et le Gouvernement ne s'oppose pas à la diffusion des dialectes locaux et à leur enseignement à l'école.

89. La liberté de religion et la non-discrimination sont garanties par la loi, et les incitations à la haine entre les groupes sont réprimées par le droit pénal. Pleinement respectueux des différents dogmes, le Gouvernement a décidé de ne pas appliquer la charia aux non-musulmans, en particulier aux chrétiens et aux animistes qui vivent dans le sud du pays. La religion chrétienne est enseignée en toute liberté dans les écoles chrétiennes, et plusieurs églises sont en construction.

90. Le Soudan considère donc que les affirmations d'un certain nombre de pays étrangers et d'ONG selon lesquelles les troubles qui sévissent dans le sud du pays seraient en réalité une guerre de religion entre chrétiens et musulmans ne sont que des interprétations partisans qui visent à saper l'intégrité et l'unité territoriales soudanaises. Cette "guerre" est en fait activée de l'extérieur, ainsi qu'en témoignent les nombreuses attaques contre les frontières sud et est. Quant à l'accord politique qui a été signé avec un certain nombre de factions rebelles du sud et des Monts Nouba, il est à la fois l'expression de la volonté populaire et l'aboutissement d'une longue tradition de tolérance qui est l'une des caractéristiques du peuple soudanais.

La séance est levée à 13 h 10.
